

Réponse de Storengy à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 14 septembre 2016 relative aux prochains tarifs d'utilisation des terminaux méthaniers régulés

Question 13 - Etes-vous favorable à la pérennisation du service de stock dédié au terminal de Montoir, avec un niveau de stock dédié porté à 625 GWh ?

Question 14 - Etes-vous favorable à la pérennisation du service de stock dédié au terminal de Fos Cavaou ?

Question 15 - Etes-vous favorable à l'introduction d'un terme de quantité stockée (TQS) permettant aux opérateurs de commercialiser la part de stock dédié correspondant aux capacités non souscrites des terminaux ?

Storengy considère que la diversité de l'offre de flexibilité sur l'amont gazier constitue un élément positif pour le développement et la sécurité du marché gazier. Les fournisseurs disposent ainsi de services de flexibilité reposant sur des solutions variées et en concurrence les unes avec les autres (stockages souterrains, souplesse dans les contrats d'approvisionnement, marché spot, cuves des terminaux méthaniers...).

Le fonctionnement des cuves de stockage de GNL est d'abord lié au service de regazéification qui donne lieu au tarif régulant le revenu des opérateurs. L'utilisation de ces installations pour apporter un service de stock dédié ne doit pas donner lieu à des subventions croisées entre non-utilisateurs et utilisateurs du service.

Storengy considère donc favorablement l'introduction d'un terme de quantité stockée (TQS) dans le tarif des opérateurs pour l'ensemble des terminaux régulés.

La détermination du montant de ce terme tarifaire TQS est un sujet important, qui doit prendre en compte la nécessité d'éviter toute distorsion de concurrence sur le marché de la flexibilité. Le service ne peut être tarifé sur la base du coût marginal des opérateurs, et doit refléter la juste valeur du service de flexibilité pour le marché.

Storengy attire l'attention du Régulateur sur le besoin de s'assurer de façon régulière que le pricing proposé (en l'occurrence à 1 €/MWh) reflète la juste valeur de marché du service.

Enfin, ce stock dédié est un outil de souplesse supplémentaire mis à disposition des expéditeurs, qui s'apparente à une capacité interruptible sans droit d'émission ferme et défini associé au volume. De fait, il n'augmente pas la sécurisation physique du système gazier à la pointe, car il ne crée pas de capacité d'émission supplémentaire depuis les terminaux. Ce service des terminaux ne saurait donc être considéré comme un moyen répondant de façon ferme au besoin de pointe des fournisseurs et sécurisant leur approvisionnement.